

DES TAXES POUR BAISSER NOS IMPÔTS?

Outil pour se positionner
dans le débat sur les baisses d'impôt

Depuis des années, les gouvernements successifs baissent les impôts et privent l'État québécois d'importants revenus. Ces choix mènent à des coupes dans les services à la population et à une augmentation des inégalités. Actuellement, pour financer les services publics et les programmes sociaux restants, le gouvernement s'affaire à faire avaler des nouvelles hausses de taxes et de tarifs, tout cela au nom de la sacro-sainte croissance économique. Le bonbon : encore des baisses d'impôt ! **Alléchant ? Pas tant que ça, quand on y regarde de plus près...**

*Faut-il payer plus ou moins d'impôts ?
Plus ou moins de taxes et de tarifs ? Quelle forme
de taxation est la plus juste, la plus équitable ?
Et la croissance économique là-dedans ?*

Dans ce débat idéologique, deux principales visions économiques s'affrontent. La première, plus près de l'idéologie néolibérale, se nomme la théorie de l'offre; elle favorise le retrait d'obstacles (dont les taxes et les impôts) pour encourager l'investissement privé et ainsi stimuler l'économie. La deuxième vision, appelé le modèle keynésien, favorise l'intervention de l'État pour diminuer les inégalités et ainsi stimuler l'économie.

CE QU'ILS DISENT : BAISSER LES IMPÔTS ET AUGMENTER LES TAXES !

Les gouvernements favorisent de plus en plus les tarifs et les taxes pour financer les services publics. Au Québec, le tempo s'accélère avec le gouvernement Couillard, qui a mandaté la « Commission d'examen sur la fiscalité québécoise » (Commission Godbout) pour lui soumettre des recommandations. Cet automne, des consultations parlementaires se tiendront sur le rapport produit par cette commission. Le gouvernement semble déjà avoir pris parti, le ministre des Finances affirmant que l'impôt est « la pire des taxes ».

Dans son rapport, la Commission Godbout recommande de baisser les impôts sur le revenu des sociétés et sur le revenu des particuliers, car ces modes de taxation seraient plus dommageables pour la croissance économique. En contrepartie, elle propose d'augmenter les taxes à la consommation - la TVQ et la tarification - qui seraient moins dommageables et plus propices à stimuler la croissance économique. Par souci de maintenir le niveau de vie des plus démunis et pour compenser l'impact négatif d'une augmentation de la TVQ, qui est une taxe régressive, la Commission propose de bonifier les crédits d'impôt pour les personnes à plus faible revenu.

Pour appuyer cette recommandation, la Commission présente le tableau *Gain à long terme en PIB réel par dollar de baisse du fardeau fiscal* ci-dessous. Ce tableau illustre comment une réorganisation des modes de taxation - qui ont tous un impact différent sur l'économie, permettrait d'augmenter le PIB d'environ 2 milliards \$.

VOYONS LE TABLEAU DE LA COMMISSION GODBOUT DE PLUS PRÈS.

D'abord, il y a l'idée que toutes les formes de taxation (impôts, taxes, tarifs...) privent le système d'argent (impact déflationniste) et que l'activité économique en serait diminuée.

Ensuite, il faut assumer que les entreprises et les individus vont chercher à minimiser leur fardeau fiscal, c'est pourquoi lorsque l'on augmente ou que l'on diminue un mode de taxation, les individus et les entreprises vont modifier leur comportement afin de subir le moins possible l'impact de ce changement.

Ce que veut démontrer le tableau, c'est que l'impôt crée plus de changements de comportement que les taxes à la consommation et les tarifs. La baisse des impôts augmenterait donc le PIB et la croissance économique; la taxe à la consommation, qui crée moins de changement de comportement, pourrait être augmentée pour combler le manque à gagner.

Pourquoi alors ne pas réduire au minimum tous les impôts? **Parce que l'on doit financer nos services publics et nos programmes sociaux.** Il faut donc trouver le moyen de financer correctement nos services publics tout en assurant une bonne croissance et c'est là où il faut trouver le juste dosage des modes de taxation.

Quelques critiques s'imposent :

Pour arriver à ces chiffres, ces économistes ont utilisé ce que l'on nomme le coût marginal des fonds publics (CMF)¹, qui calcule la perte qu'il y aurait au niveau de l'activité économique à cause de l'augmentation d'un mode de taxation. Or, ce concept fait l'objet de plusieurs critiques et comporte de nombreuses limites.

Le CMF ne tient pas compte de la répartition des revenus. **Or un système fiscal qui impose un lourd fardeau aux personnes à faible revenu a, d'un point de vue social, un coût élevé.**

D'un point de vue éthique, selon le CMF, on n'évalue pas la validité d'un mode de taxation parce qu'il est plus juste et plus équitable, ce qui devrait être la norme, mais parce qu'il est plus difficile pour les individus et les entreprises de faire de l'évitement fiscal.

Bonifier les crédits d'impôt pour compenser des hausses de taxes et tarifs vient toujours avec la limite suivante: ceux et celles qui sont juste au-dessus du seuil de revenu fixé pour recevoir les crédits d'impôts sont pénalisés et vulnérables car ils n'y ont pas accès.

Enfin, comme la grande majorité des ménages québécois dépense déjà plus que son revenu disponible, toute hausse de taxe qui ne serait pas compensée par une hausse égale de revenu viendrait augmenter l'endettement des ménages, qui est déjà préoccupant au Québec. Les ménages de la classe moyenne et ceux à faibles revenus s'appauvriront encore. La Commission Godbout propose bien une baisse d'impôt, **mais rappelons qu'elle profitera surtout aux ménages les mieux nantis.**

¹ Les implications des distorsions fiscales sur la réforme fiscale au Québec WEN, Jean-François, Bev DAHLBY et Ergete FEREDÉ, novembre 2014.

GAIN À LONG TERME EN PIB RÉEL

PAR DOLLARD DE BAISSE DU FARDEAU FISCAL (\$)



IMPÔTS PROGRESSIFS, TAXES RÉGRESSIVES ?

Qu'est-ce qui distingue les impôts - une mesure progressive, des mesures régressives comme les taxes et les tarifs ?

Au fur et à mesure que le revenu augmente, ce qu'il permet d'acquiescer passe de la nécessité au luxe. Et s'il augmente encore, il passe du plus petit luxe au plus grand luxe. Chaque augmentation additionnelle du revenu se situe de plus en plus loin du minimum requis pour avoir une vie décente. Un revenu plus gros confère une plus grande capacité de payer de l'impôt. L'un des objectifs de l'impôt est ainsi d'améliorer l'équité et la distribution de la richesse. En fait,

la progressivité de l'impôt est le meilleur moyen de redistribuer la richesse parce qu'elle tient compte de la capacité de payer de chacun.

Il existe une mauvaise compréhension de la progressivité de l'impôt et donc du fonctionnement des paliers d'imposition. Voyons cela de plus près.

Chaque palier d'imposition représente une tranche de revenu imposable à laquelle on applique un taux spécifique. Au fur et à mesure que le revenu d'un contribuable augmente, ce ne sont **que** les dollars au-delà d'un nouveau palier d'imposition qui seront imposés au nouveau taux, et non l'ensemble de ses revenus.

Par exemple, si, selon les taux de 2014, j'ai un revenu imposable de 45 000 \$, ce ne sont que les 3 505 \$ (soit 45 000 \$ – 41 495 \$) qui excèdent le premier palier d'imposition qui seront imposés au taux d'imposition de 20 %, soit le taux du second palier d'imposition — et non l'ensemble du revenu.

C'est pourquoi on dit que l'impôt est une mesure **progressive** : le pourcentage d'impôt sur les tranches de revenu les plus élevées est plus grand, afin de mieux répartir la richesse. Ça favorise le **progrès** social puisque cet argent peut être redistribué vers les gens qui ont moins d'argent, en programmes sociaux et en services publics par exemple, ce qui contribue à diminuer les inégalités.

On dit d'une taxe qu'elle est régressive parce qu'elle s'applique uniformément à tous, peu importe le niveau de revenu de chacun. Elle ne tient aucunement compte de la capacité de payer de chacun.

Par exemple, si la TPS est à un taux de 5 %, je vais payer 500 \$ de taxe sur 10 000 \$ de produits et services consommés. Dans le cas d'un revenu total de 20 000 \$, cela représente un taux de 2,5 % de TPS sur l'ensemble de mes revenus. Par contre, dans le cas d'un revenu total de 100 000 \$ cela ne représente qu'un taux de 0,5 % de l'ensemble de mes revenus.

C'est pourquoi on dit que les taxes et les tarifs sont des mesures **régressives** : elles ont un plus grand impact sur le budget des gens en situation de pauvreté que sur les bien-nantis.

1

Un des effets négatifs reconnus de la théorie de l'offre est **l'augmentation des inégalités** de revenu et c'est exactement ce qu'on a pu observer au cours des dernières années.

2

Un autre des effets pervers reconnus de la théorie de l'offre est l'accroissement des déficits budgétaires. Ces mesures ayant pour incidence de réduire les recettes fiscales ont aussi pour effet d'accroître les déficits budgétaires, alors que c'est ce que l'on dit vouloir éviter.

3

Dans une étude² commandée par la commission Godbout au Fonds monétaire international (FMI), on rapporte que du milieu des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990, les taux d'imposition des particuliers ont chuté, que l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a observé une baisse marquée des taux d'imposition sur les revenus les plus élevés ainsi qu'une nette diminution du nombre moyen de paliers d'imposition, passant de 14 en 1981 à 6 en 1990. Cela a eu pour effet global que l'impôt sur le revenu des particuliers est devenu moins progressif.

4

Plusieurs des recommandations de la Commission ont déjà été appliquées en partie au cours des dernières années — baisse des taux d'imposition des corporations et des particuliers, élimination de la taxe sur le capital, augmentation du taux de la TVQ, taxe santé, etc. — elles n'ont pas eu les effets positifs qu'on leur attribuait.

5

L'exemple du fédéral en fait d'ailleurs la preuve : malgré les importantes baisses d'impôt (le taux est passé de 28 % à 15 % en 15 ans), c'est la rondelette somme de 604 milliards \$ qui dormait, en 2013, dans les coffres des 150 plus grandes entreprises non financières (autres que les banques par exemple) du pays.

POURQUOI POURSUIVRE DANS CETTE VOIE ?



² Tendances récentes et perspectives dans les réformes de l'imposition directe – Note technique préparée à l'intention de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, Département des finances publiques, novembre 2014.

CE QUE NOUS DISONS :

L'IMPÔT, UN OUTIL DE JUSTICE SOCIALE ENCORE ADAPTÉ AUX RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI

En opposition aux mesures mises de l'avant par la Commission Godbout et d'autres tenants des théories néolibérales, d'autres analysent les modes d'imposition d'une manière bien différente. C'est le cas non seulement des groupes progressistes, de nombreux économistes, et même d'organisations internationales qui préconisaient elles-mêmes l'austérité il y a quelques années.

«Ce qui freine l'investissement, spécialement celui des grandes corporations, c'est le manque de demande pour leurs produits. S'il y avait une plus grande demande, les entreprises y répondraient, comme elles l'ont toujours fait, même lorsque les taux d'imposition étaient beaucoup, beaucoup plus élevés que maintenant (jusqu'en 1980). C'est la demande (dépenses de consommation et dépenses d'investissement) qui crée de l'emploi, et c'est notre système actuel avec de fortes inégalités qui par conséquent détruit les emplois.» - Joseph Stiglitz, ancien économiste à la Banque mondiale et prix Nobel d'économie³

Le FMI⁴ conclut dans une étude que les pays avec une meilleure distribution des revenus ont tendance à avoir de plus longues périodes de croissance. La croissance et les politiques de réduction des inégalités permettent donc d'établir les fondements d'un développement durable. **La réduction des inégalités ne peut se faire avec des mesures régressives** telles que les taxes à la consommation et des tarifs sur nos services publics.

Le même FMI lançait d'ailleurs en 2013 un appel à freiner l'application de politiques d'austérité budgétaire, confirmant que les mécanismes de redistribution de la richesse (impôt et transferts sociaux) «jouent de moins en moins leur rôle depuis 2000. Pourquoi? Parce que de nombreux pays ont adopté des réformes [...] qui ont réduit la générosité de l'aide sociale et fait baisser les taux d'imposition sur les revenus, notamment sur les tranches supérieures». La directrice du FMI, Christine Lagarde, y encourageait alors les pays à renforcer leurs assises fiscales, «notamment en réduisant le nombre d'exemptions d'impôt et en faisant la chasse à l'évasion fiscale. Le Canada aurait ainsi «toute la marge de manoeuvre voulue pour augmenter les impôts

des plus riches», a aussi affirmé le FMI. Même l'OCDE abonde dans ce sens, son Secrétaire général affirmant en 2014 qu'«il est capital de veiller à ce que les plus hauts revenus acquittent une juste part de l'impôt».

Une autre étude⁵, norvégienne celle-là, démontre que le système fiscal affecte le niveau de vie des différents groupes d'une population de différentes façons. Leurs résultats montrent que des douze réformes fiscales qu'ils ont analysées, la baisse de la surtaxe sur le revenu, de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur la richesse et de la taxe sur le pétrole amènent une diminution des inégalités.

Cela augmente donc les inégalités.

Les groupes sociaux ne sont donc pas les seuls à défendre l'idée que **les revenus de l'État doivent provenir de mesures fiscales équitables, telles l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, pour réduire les inégalités** et, par là même occasion, assurer un développement économique et social durable. Même M. Godbout admet dans ses publications passées que la mesure la plus progressive demeure l'impôt sur le revenu.

La psychose entourant l'impôt est nourrie depuis de nombreuses années. Même des gens payant peu ou pas d'impôt disent en payer trop. Le Gouvernement lui-même utilise un vocabulaire à connotation négative pour en parler, en le qualifiant de FARDEAU fiscal. On parle de l'impôt comme si on ne faisait que payer, et que nous ne recevions rien en retour. Pourtant, nous bénéficions tous et toutes des services publics

Le Gouvernement utilise cette vision réductrice que nous avons de son rôle et oppose les citoyen.ne.s: retraité.e.s contre parents de jeunes enfants; étudiant.e.s contre travailleurs.se.s; employé.e.s de la fonction publique contre ceux et celles du secteur privé. De cette manière, on désolidarise les gens, et on les pousse vers une vision individualiste de la vie en société. Par cette propagande, on invite à adhérer à un système de plus en plus pensé comme celui de l'«utilisateur-payeur».

3 Joseph Stiglitz, *Reforming Taxation to Promote Growth and Equity*, Roosevelt Institute, mai 2014.

4 *Redistribution, Inequality, and Growth* (La redistribution, les inégalités et la croissance) par trois économistes du Fonds monétaire international (FMI), Jonathan D. Ostry, Andrew Berg et Charalambos G. Tsangaride.

5 *Distributional Efficiency of Direct and Indirect Taxes* par Jorgen Aasness, Andreas Bendictow and Mohamed F. Hussein, Rapport 69, Economic Research Programme on Taxation, Norway.

LES PAYS SCANDINAVES : UN EXEMPLE À SUIVRE ?

Selon l'économiste Luc Godbout, les pays scandinaves comme la Suède ou le Danemark sont un exemple à suivre puisqu'ils sont très égalitaires tout en ayant des taxes de vente très élevées, allant jusqu'à 25 % (au Québec, les taxes de vente tournent autour de 15%). Cet argument peut sembler attirant puisque ces pays nous apparaissent comme étant des modèles : ils ont une bonne distribution de la richesse, de bons programmes sociaux, et généralement parlant, un filet social très fort. Ainsi, à écouter le discours dominant actuel, il serait facile de conclure que les pays qui ont des taxes à la consommation plus élevées seraient aussi plus égalitaires. Il s'agit cependant d'une coïncidence : les pays scandinaves ne sont pas plus égalitaires à cause de taxes à la consommation élevées, qui ont un effet régressif, mais bien grâce à leurs programmes sociaux qui redistribuent mieux la richesse qu'ici, et grâce aux moins grands écarts de revenus provenant du travail.

En effet, le marché du travail dans les pays scandinaves engendre moins d'inégalités de revenus qu'ici (les salaires y étant plus semblables), et les gouvernements y font un meilleur travail de redistribution de la richesse. Il apparaît donc évident qu'une augmentation des taxes à la consommation se ferait au Québec dans un contexte plus propice à creuser les inégalités et que toute argumentation mettant en lien pays scandinaves et taxes à la consommation devrait absolument mentionner le fait que la tendance des dernières années en Finlande, au Danemark et en Norvège a plutôt été de RÉDUIRE la proportion de leurs revenus provenant des taxes à la consommation, tout en imposant davantage les entreprises...

SOURCES

<http://iris-recherche.qc.ca/publications/scandinavie>

<http://www.lacsq.org/actualites/economie/nouvelle/news/luc-godbout-doit-revoir-ses-donnees-avant-de-proposer-une-hausse-des-taxes-a-la-consommation/>

<http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/alain-dubuc/201503/10/01-4850970-la-scandinavie-a-geometrie-variable.php>

<http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2014/10/07/une-reforme-a-la-scandinavie/>

<http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/francis-vailles/201507/18/01-4886438-plus-de-tvg-moins-dimpots-lexemple-americain.php>



LES PROPOSITIONS DE LA COALITION MAIN ROUGE:

Le système d'imposition québécois est de moins en moins progressif. Alors qu'en 1988, il y avait 16 différents paliers de revenus imposables, il n'en reste aujourd'hui que 4. Au fil des ans, le taux du premier palier d'imposition a augmenté tandis que le dernier palier a diminué. Les revenus imposables les plus élevés sont donc moins imposés.

Parmi ses solutions fiscales

(10 milliards\$ de solutions),

la Coalition propose d'augmenter le nombre de paliers d'imposition de 4 à 11.

Cela aurait pour avantages de récolter

1 milliard \$ supplémentaire pour les fonds publics tout en accordant

une baisse d'impôt pour 94% des contribuables!

Ce, sans augmenter la TVQ!

La Coalition propose aussi d'envisager la modulation de certaines taxes à la consommation: en fonction des biens de luxe ou des biens polluants par exemple.

10
MILLIARDS \$
de
SOLUTIONS

CONCLUSION

Tout ce débat sur ce qui est le mieux entre les taxes et les tarifs ou l'impôt sur le revenu des particuliers ne devrait pas occulter le fait que les vrais problèmes de nos finances publiques sont ailleurs et sont causés par la disparition de revenus en provenance des grosses entreprises et des plus riches : concurrence fiscale encouragée par les multinationales, évasion fiscale et déresponsabilisation des entreprises. Saviez-vous qu'entre 48 % et 60 % des entreprises ne paient pas d'impôt ? Si rien n'est fait, les multinationales finiront par ne plus payer un sou d'impôt, en faisant du « shopping fiscal » d'un pays à l'autre et en multipliant les astuces pour éviter de passer à la caisse.

« Si on met tout ça ensemble, ça fait un manque à gagner qui est énorme. Si on enlevait 10 à 15 % de revenus à une multinationale qui a un chiffre d'affaires de 260 milliards \$, comme le Canada, elle ferait face à un énorme problème. C'est la même chose pour les États. Je pense que si on ne fait pas quelque chose, on s'en va vers un scénario de crise » - Brigitte Alepin, *La crise fiscale qui vient*.

Il semble que tout le discours de peur actuel autour des finances publiques détourne notre attention d'autres enjeux majeurs.

Le régime d'imposition actuel connaît effectivement des ratés importants. Mais pas nécessairement pour les raisons que l'on entend habituellement : qu'il y a trop peu de riches, qu'on ne crée pas suffisamment de richesse, que monter les impôts fera fuir les cerveaux, que les entreprises ne viendront pas s'installer ici si nous les imposons démesurément, etc etc etc. Évidemment, les patrons de grandes entreprises et les autres personnes fortunées n'ont pas

intérêt à pointer les vraies raisons des difficultés connues par nos finances publiques, puisqu'ils font partie du problème. Pourtant, ce ne sont pas les personnes de la classe moyenne qui pratiquent l'évasion fiscale, créent des fondations ou embauchent des spécialistes pour éviter de payer l'impôt dû. Les élites vont donc continuer à dénigrer tout ce qui s'approche d'une taxation des bénéfices et des profits, des revenus du capital en somme, pour ne chercher des solutions que du côté des taxes et des tarifs. Cette tarification accrue ouvre par ailleurs grande la porte à la privatisation, dont ils bénéficieraient.

Lorsqu'on accompagne ces taxes et tarifs de coupes dans les services publics et les prestations sociales, on menace la survie même de ces services. Pendant que le 1% continue à s'enrichir sans que rien ne s'y oppose, on laisse la population débattre de ce qui est mieux entre couper le salaire des fonctionnaires, hausser les tarifs de garderie, couper les gens à l'aide sociale, etc.

Pourtant, nous avons les moyens d'éviter toutes ces mesures. Nous avons les moyens d'avoir à la fois des services publics gratuits et de qualité et des programmes sociaux qui permettent que les droits de tous et toutes soient respectés.

Qu'on se le tienne pour dit : nous avons les moyens de faire AUTREMENT. Il faut lire et relire les 10 milliards \$ de solutions proposées par la Coalition comme antidote à la résignation, les partager, et se mobiliser en grand nombre.



Document publié par la
Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
(Coalition Main rouge),
automne 2015

La Coalition Main rouge regroupe 100 organisations communautaires, syndicales, étudiantes, féministes et populaires d'horizons divers. Depuis 2009 elle dénonce les politiques d'austérité mises en place au Québec et revendique l'adoption de mesures fiscales plus justes, qui permettraient de financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux.

Infos :
www.nonauxhausses.org
www.facebook.com/nonauxhausses